

## **Les Allemands au Congrès de la Paix de 1867\*** par Sylvain Schirmann

Réuni à Genève du 9 au 12 Septembre 1867, le Comité central permanent de la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté estimait le moment particulièrement propice et urgent pour freiner ce qui pouvait encore l'être: la paix européenne. Menacée par le mouvement des nationalités, et plus particulièrement par le processus d'unification allemande autour du Royaume de Prusse, celle-ci interpellait d'abord l'ensemble des délégués nationaux présents. Mais il est certain également que cette problématique s'adressait également au premier chef aux délégués allemands présents dans la cité de Calvin. Comment favoriser la paix sans renier son appartenance? Avec beaucoup de courage et de lucidité, avec des propositions originales parfois, les cinq délégués des pays germaniques apportèrent une contribution majeure aux débats du congrès de Genève. Goegg, Grün, Ladendorf, Borkheim et Simon de Trêves furent des intervenants écoutés, des orateurs exigeants et des contributeurs passionnés. Comment envisagent-ils la structuration politique et les relations internationales? Quels sont les contenus d'une politique de pacification? Où voient-ils les obstacles? Le présent texte cherche dans un premier point à présenter ce qui réunit les cinq protagonistes sur cette question de la paix et de la liberté. Il relèvera également les approches différentes des uns et des autres sur certains points. Enfin, il replacera dans leur contexte tous ces débats et essaiera de voir quelles leçons s'en dégagent encore pour l'approche des problématiques actuelles de la paix.

---

\* Il testo qui riprodotto è stato fornito dall'autore per essere letto durante il Convegno.

### *Une Europe pacifique et pacifiée*

Si point d'accord il y a entre les cinq délégués allemands, c'est sur la nécessité de la constitution des Etats-Unis d'Europe. Cette idée d'une entité européenne est présente chez tous les délégués, certains évoquant même l'analogie entre ces Etats-Unis et l'ancienne organisation du Reich allemand, sous forme de Saint Empire ou de Confédération germanique. En tout état de cause, le passé allemand plaide en faveur d'une organisation confédérale européenne. Ces Etats-Unis d'Europe seront nécessairement fédéraux. Que permet ce fédéralisme dont l'apologie est constante. Il va d'abord pour les délégués allemands de pair avec les libertés individuelles. Seule une organisation politique qui donne de l'autonomie «aux communes, cantons, départements et régions», ces «alvéoles de la liberté», est en mesure de prémunir, de par la proximité que cela permet, les citoyens de l'arbitraire étatique ou des puissants. C'est aussi la raison pour laquelle, l'Etat fédéral européen ne peut être qu'une République aux yeux des délégués allemands. Si le self gouvernement est possible dans les petites monarchies, il est en revanche impossible dans les grandes. Il n'y a donc qu'une issue: liberté individuelle et république sont consubstantielles. L'émancipation des peuples, leur libération passent donc en Europe par le biais d'une organisation fédérale et républicaine. La démocratisation en est à ce prix.

Cet Etat posséderait ensuite certaines caractéristiques. Les libertés individuelles y sont bien évidemment garanties. Les intervenants allemands insistent dans leurs interventions sur les libertés religieuses et celles de la presse. Ils mettent également en avant la nécessité d'une instruction publique générale, destinée à l'ensemble des citoyens. L'école est le moyen de la liberté et de la conscience. Elle seule prépare réellement à l'exercice du suffrage universel. Une critique de la révolution française pointe les dangers du droit de vote accordé à des peuples sans éducation, ni formation. Enfin une démocratie désarme et démilitarise. Tous ces principes, comme le dit Karl Grün, doivent être garantis par «une constitution à venir, laquelle, adoptée par tous les pays civilisés, serait comme le *non possumus* des massacres humains et formerait la base des Etats-Unis de l'Europe». Cette perspective qui est celle du bon sens pour eux se heurte à de nombreux pouvoirs et obstacles.

Les premiers obstacles sont politiques. Ils viennent des monarques, des grands Etats (on pointe Paris, Londres, Berlin et Saint-Pétersbourg). Ceux-ci ont une influence néfaste et dévastatrice. Leurs appétits de puissance inscrivent régulièrement la guerre à l'ordre du jour et elle l'est à nouveau (cf. affaire du Luxembourg, Sadowa, ambitions de la Prusse). Mais, il ne sert à rien de dénoncer tel ou tel gouvernement, car c'est globalement le système politique et les systèmes de pouvoirs qui conduisent à cela. «Il faut être bête de partis pris,

pour croire qu'on ne peut discuter qu'à la condition de renverser ou Isabelle, ou Bismarck ou Beust» s'exclame par exemple Borkheim. Père mêlé, sont mis en question l'Eglise et tous les pouvoirs religieux qui pervertissent l'esprit du christianisme, fondamentalement libérateur. Amand Goegg, l'ancien ministre des finances de la république badoise et délégué à Genève, ne déclare-t-il pas à la tribune: «la plus grande entrave à la réalisation de nos idées,... [c'est], la domination des prêtres, du pharisaïsme moderne..., des prêtres ambitieux, soutiens du despotisme». Responsable également la révolution industrielle et l'économie, faites de dogmes qui oppriment plus qu'ils ne conduisent à l'émancipation des populations, tout comme la croyance au scientisme et à la toute-puissance de la science. Il convient donc de revenir à une approche philosophique des questions, et notamment revenir vers les grands philosophes allemands (avec un penchant pour Kant), eux qui ont toujours insisté sur la nécessaire conscientisation de l'homme. Les délégués allemands pointent enfin la responsabilité particulière de la Prusse dans la dérive européenne des années 1860, tout comme la lâcheté des libéraux allemands qui se sont éloignés de leurs idéaux de 1848 et se sont ralliés au trompeur mythe de l'unification nationale. Toujours Goegg: «Le gouvernement d'un des Etats allemands essaie, il est vrai, depuis l'année passée, par tous les moyens possibles de la force et de la témérité, de centraliser les Etats allemands jusque-là indépendants, et d'introduire le césarisme». A côté de la Prusse, on souligne, dans une moindre mesure, le rôle de la France. Dès lors, on trouve un conflit franco-prussien au cœur du problème européen et les Etats-Unis d'Europe ne peuvent accoucher qu'à partir d'une coopération franco-prussienne (ou allemande) qui ne viendra que de la coopération entre les sociétés civiles des deux Etats. Des Etats, il n'y a rien à attendre. Les citoyens éclairés des deux pays l'imposeront. Ecoutons Simon de Trêves, en réponse à des délégués français, clamant qu'ils ne voulaient pas le Rhin: «Il me semble donc que l'Allemagne et la France devraient travailler toutes les deux à leurs libertés intérieures et à l'apaisement des esprits, afin d'éviter un choc entre leurs gouvernements. Celui qui arrivera le premier au rétablissement de la liberté aura l'ascendant sur l'autre; il agira comme dissolvant moral contre les pouvoirs trop absolus de l'autre; et si l'action morale ne suffisait pas, il emporterait aussi la victoire matérielle, parce qu'il ajouterait la force vitale et expansive des esprits à la force matérielle des esprits. Et il mériterait de triompher, parce que, par le rétablissement de la liberté, il ferait preuve de sa supériorité morale». Aux deux nations de se mettre en route pour la quête d'une supériorité morale, qui éloignerait la guerre qui se profile! Mais il existe également des dissonances entre les participants allemands au Congrès de Genève.

L'une des divergences majeures entre les représentants allemands porte sur la question de la solidarité. Pour les délégués allemands, les Etats-Unis d'Europe doivent manifester une réelle compassion vis-à-vis des classes populaires. La solidarité sociale est un élément essentiel. Mais le débat a lieu sur la teneur et la perspective de l'organisation sociale. Pour les uns, l'impact du socialisme est réel, la question sociale étant importante dans une fédération qui cherche à incarner la paix. Une alliance avec les classes ouvrières est ainsi envisagée. L'internationalisme, défini comme une conquête des libertés à travers la solidarité, est donc pour ces tenants une nécessité en vue d'établir la paix universelle. Une telle vision anime Borkheim: «La société de chaque pays est divisée principalement en deux camps hostiles, propriétaires et prolétaires. A travers toute l'Europe ceux-là sont alliés et ceux-ci désirent s'unir. Les guerres sont un moyen très efficace pour enrayer les évolutions paisibles qui pourraient tendre à produire une transformation de la propriété désavantageuse aux classes riches». Et de tirer plus loin dans son discours les conséquences qui s'imposent de son raisonnement: «une action sérieuse de la part de cette association implique la nécessité d'une alliance sincère avec les classes ouvrières, car c'est surtout et toujours elles qui livrent la chair pour les tours de passe-passe destructifs des bravi stratégiques». Karl Grün en renfort lance lui ce cri pathétique: «Maudit soit donc celui qui fera du travailleur, de la classe la plus nombreuse des citoyens, de la chair à canon!». Pour d'autres enfin, l'économie de marché est essentielle: il n'y a pas à restreindre la liberté de commerce.

Mais il faut aussi envisager parmi les divergences les problèmes d'organisation. Quelle résolution et quel projet d'organisation doivent être élaborés par le Congrès. C'est Ladendorf qui fournit la perspective la plus élaborée en la matière, là où les autres délégués allemands évoquent des généralités. Pour le délégué allemand, la résolution finale doit clairement dénoncer les formes monarchiques de gouvernement et appeler de ses vœux «une confédération de libres démocraties composant les Etats-Unis d'Europe». Celle-ci doit d'emblée supprimer les armées permanentes et créer une «une armée populaire dans l'unique but d'assurer et de défendre la liberté et l'indépendance». La guerre est qualifiée de «crime le plus exécration contre la nature humaine et les hommes». Enfin la résolution doit combattre le racisme, le nationalisme, l'esprit sectaire ne matière religieuse et le militarisme. Pour parvenir à ces objectifs, il convient également de réorganiser la Ligue de la paix européenne. Celle-ci, dont le siège devrait être fixé à Genève, tiendrait une Assemblée générale annuelle. Elle désignerait un Comité central directeur (fixé à Genève) comportant 7 à 21 membres. Chaque section locale de plus de 100 membres pourra être représentée au Comité central. Elle reversera 15 centimes

par membre au Comité central. Cette proposition recueille un assentiment réservé, notamment par le Congrès. Elle est peu suivie par ses co-nationaux.

### *Un contexte problématique*

Pour les délégués allemands, il y a urgence à mettre en œuvre un processus de pacification des relations en Europe à travers le projet des Etats-Unis d'Europe. Mais il est tout aussi important d'empêcher une dérive «césariste» en Allemagne même.

Sur le plan international, la défaite autrichienne à Sadowa en 1866 et ses effets sur la processus de l'unité italienne avaient redistribué les cartes européennes. La défaite de François-Joseph marginalisa le Habsbourg dans les pays germaniques et réglait au moins provisoirement la question de la «grande» ou de la «petite» Allemagne. Il était dorénavant acquis que l'unité allemande se ferait autour de la Prusse. La première étape est concomitante du congrès de Genève, car dès la défaite autrichienne actée, Bismarck constitua avec les Etats d'Allemagne du Nord une Confédération d'Allemagne du Nord. Celle-ci était un Etat fédéral et constitutionnel. Le suffrage y était universel (limité aux hommes) et encourageait la participation politique. Ces dispositions gênèrent surtout les libéraux, et notamment les libéraux modérés des Etats allemands. Ceux-ci ne purent le refuser, mais se heurtèrent dans le même temps à un gouvernement autoritaire et unificateur. Cette contradiction «allemande» devait durer tout au long du Reich unifié par les soins de Bismarck (élections, Diète, et fédéralisme d'un côté, verticalité et autorité du pouvoir de l'autre). En attendant en 1867, au moment de l'adoption du projet de constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord (le 16 avril 1867), les libéraux se trouvèrent piégés, incapables de rejeter ce texte, adopté par 230 voix contre 53 à la Diète. Les opposants furent le parti du Progrès et quelques particularistes. Ce vote symbolisait, aux yeux de la Prusse, par anticipation, la fusion qui ne manquerait pas de venir avec l'Allemagne du sud. Mais il ne suscita pas l'enthousiasme des Etats du sud: le renouvellement de l'accord sur le Zollverein montra clairement les réserves protectionnistes des Etats au sud du Main. Dans l'esprit de biens des Allemands du sud, il fallait au contraire renforcer la ligne du Main. Cette méfiance à l'égard de Berlin freina Bismarck dans l'affaire luxembourgeoise.

Au printemps 1867, Napoléon III, encouragé discrètement par Bismarck, s'apprêta en effet à acheter au souverain néerlandais, Guillaume III, le Grand-duché de Luxembourg, un Etat membre du Zollverein allemand. Les intentions françaises déchainèrent une tempête de protestations en Allemagne, davantage dans les Etats allemands du nord que du sud. L'humeur antiprussienne à

Stuttgart et à Munich détourna les responsables politiques de l'Allemagne du sud des desseins du responsable prussien: une guerre entre la Prusse et la France qui provoquerait une alliance défensive et offensive entre la totalité des Etats allemands. Bismarck préféra alors laisser en suspens une épreuve de force. La maison de Hohenzollern fut dès lors contrainte d'accepter un compromis lors de la conférence de Londres de mai 1867. Les grandes puissances européennes garantissait l'indépendance et la neutralité de l'Etat luxembourgeois. Ces événements laissaient espérer des possibilités aux pacifistes et fédéralistes allemands.

Les étudiants de Paris, de Berlin et de Strasbourg lancèrent des appels en faveur de la paix, tout comme les ouvriers berlinois et parisiens. Ils déclarèrent qu'une «guerre entre la France et l'Allemagne serait un crime contre la civilisation». Ils s'en prirent dans leurs textes résolument aux responsables politiques, Bismarck comme Napoléon III: «Allemands et Français, nous protestons ensemble contre la force oppressive du droit; nous répudions toute idée de conquête et d'agrandissement territorial; nous voulons que la volonté des nations soit respectée comme la volonté des citoyens». Ces initiatives spontanées et ces résolutions étaient encourageantes pour les promoteurs allemands du Congrès de la Paix. Une cinquantaine de citoyens de Mannheim chargèrent alors l'un d'entre eux, Karl Grün, de provoquer la réunion du congrès en Allemagne, et plus particulièrement dans leur ville. Le contexte plaïda indéniablement pour que l'on revienne sur le lieu de Genève. Pour eux: «ne vaudrait-il pas mieux porter la discussion dans l'un des deux pays qu'une volonté arbitraire menace de lancer, bien malgré lui, contre l'autre? Ne serait-ce pas attaquer la bête de front, si l'intelligence, la science et le courage civil de la France allaient se rencontrer avec les esprits éclairés et les cœurs droits de l'Allemagne?». Mannheim aurait l'avantage d'être située «aussi près que possible de la néfaste ligne du Main» et donc un congrès en Allemagne du Sud près des frontières de la confédération du Nord mettrait la pression sur la Prusse, espérait-on dans ces milieux favorables au congrès. Mais comme il était impossible d'arrêter les préparatifs à Genève même, Karl Grün envisagea au début du mois d'août 1867, qu'un congrès fut envisagé entre Allemands et Français, «soit préparatoire, soit postérieur en Allemagne même, destiné à la fraternisation entre Français et Allemands». A ses yeux une réunion de ce type est «apte à exercer une grande impression morale».

Il ne faut pas seulement faire face à la politique prussienne, mais également à ceux, libéraux ou progressistes, séduits par cette politique. Le député progressiste, Schulze-Delitsch, précisa clairement leur état d'esprit dans un mémoire. Il souhaita l'unité avant la liberté et ajouta: «au point de vue politique, l'adhésion des chefs de la démocratie allemande à la Ligue de la paix

serait une faute qui compromettrait à jamais son influence, car cette démarche paraîtrait antinationale dans ces moments où l'on ne parle en Allemagne que des armements de la France. Que chacun, jusque la situation se soit éclaircie, travaille pour son compte et dans les limites de sa patrie au maintien de la paix». A ces paroles, Amand Goegg répondit par journaux interposés. «La Prusse, écrivit-il, à tout prix à la tête de l'Allemagne! Et pour atteindre ce but, ils n'ont reculé ni devant l'exclusion de l'Allemagne des dix millions d'Allemands de l'empire autrichien, ni devant la destruction de cette Confédération germanique si paisible et si civilisatrice, ni devant le danger que courait la liberté en laissant la Prusse s'emparer de toute l'Allemagne pour former une forte monarchie provocatrice». Il réussit dès lors à mobiliser certains organes de presse en faveur du Congrès de Genève: la *Zukunft*, le *Beobachter*, la *Neue badische Landes-Zeitung*, la *Frankfurter Zeitung*.

Contexte et débats internes aux espaces germaniques expliquent donc largement les prises de positions des délégués allemands à Genève. Indépendamment de leur adhésion à un projet d'Etats-Unis d'Europe dans une perspective fédérale, seul capable de garantir la paix et la liberté, ils furent également largement préoccupés par les rivalités franco-prussiennes (allemandes). Celles-ci étaient au cœur de la paix européenne. Cette dernière ne pouvait s'obtenir qu'à travers le dépassement de ce conflit. Paris et Berlin se trouvaient donc au cœur de la solution des Etats-Unis d'Europe pour les délégués allemands. En ce sens, les apports allemands (comme français d'ailleurs sur cette question) sont prophétiques pour la construction européenne contemporaine et restent d'actualité. Tout comme restent également à méditer dans le contexte actuel leurs réflexions sur le lien entre la question sociale et la paix.